

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 28 janvier 2019

Acte 12 samedi, et acte 12 bis mardi 5 février : **Tous ensemble, contre Macron et nos patrons !**

Décidément rien ne marche pour faire rentrer les Gilets jaunes dans le rang. Après la série de petits meetings de Macron pour vendre son programme avec des airs de campagne électorale, ses partisans ont tenté une opération « Foulards rouges » en scandant des slogans en soutien à la police et pour le rétablissement de « l'ordre républicain ». Pas de quoi changer la donne. Entre-temps, Macron discutait vente d'armements en Égypte avec le dictateur Al Sissi. Tout un programme ! Reste le « grand débat » dans lequel Macron a entraîné des maires, des politiciens de gauche ou de droite comme Wauquiez, mais pas de Gilets jaunes, tenus à l'écart des réunions par les policiers et pas dupes de la manœuvre.

Les Gilets jaunes ne lâchent pas l'affaire

Le mouvement des Gilets jaunes tient le coup et s'est même ancré dans le paysage au rythme des manifestations du samedi, puisque le gouvernement n'a rien lâché sur les revendications. Alors qu'ils luttent contre la vie chère, les bas salaires et la galère quotidienne, Macron et Édouard Philippe se paient le ridicule de proposer comme issue potentielle du « débat » l'aménagement de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales...

Mais les Gilets jaunes se battent pour leur avenir, pour vivre et ne plus survivre. Des dizaines de milliers de personnes sont déterminées à tenir face au gouvernement en manifestant le week-end. Sans compter la majorité de la population, selon les sondages, qui soutient la lutte des Gilets jaunes sans encore descendre dans la rue.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement, le gouvernement cherche à faire peur en envoyant la police tirer au flash-ball sur les manifestants, avec les blessures graves qui s'ensuivent.

Mais malgré les manœuvres d'intimidation, la loi liberticide dite « anti-casseurs » de Castaner, le bras de fer contre Macron se poursuit.

Le week-end des 26 et 27 janvier, dans la petite ville de Commercy, dans la Meuse, des Gilets jaunes d'une centaine de villes se sont réunis en une « *Assemblée des assemblées* » pour un grand débat sur leurs propres revendications et leurs perspectives. L'initiative devrait avoir une suite. D'autant qu'elle se fait l'écho de l'appel à étendre la mobilisation aux entreprises dans la première semaine de février.

Préparons le 5 février dans les entreprises

Les syndicats CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester le 5 février. Certains groupes de Gilets jaunes ont répondu à l'appel et ont eux aussi lancé le mot d'ordre de grève, et pourquoi pas, de grève illimitée. Après l'acte 12 de samedi prochain, il y aura donc un acte 12 bis, le mardi suivant.

Cette journée de grève est l'occasion de lancer la lutte des Gilets jaunes sur les lieux de travail

Depuis le début, des travailleurs et certains militants syndicaux cherchent comment se joindre au mouvement, car ils se sentent solidaires de sa détermination et de ses revendications. De l'autre côté, ceux qui ont pris l'habitude d'aller sur les ronds-points ou de manifester le samedi pourraient enfilez, en semaine, le gilet jaune avec leurs collègues.

Pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour toutes les revendications du monde du travail. Passer à la grève dans les entreprises permettra d'accentuer la pression sur le patronat qui s'enrichit de notre travail.

Pour réussir ce 5 février et passer enfin à l'offensive, il faudra préparer cette mobilisation à la base. Les Gilets jaunes n'ont pas attendu de directives venues d'en haut pour se mettre en mouvement. Leur détermination a semé la panique au gouvernement. C'est le moment, avec eux, tous ensemble, de se faire sérieusement craindre du grand patronat.

Salaire de base, ça vole pas haut

En 2018, les ventes mondiales de PSA ont progressé de 6,8 %. Si notre salaire augmentait dans la même proportion, pour un salarié à 1 500 €, ça ferait une augmentation de 102 €, pour un salarié à 2 000 € ça ferait 136 €. Chaque année PSA fait des profits record et nos salaires stagnent. C'est du vol. Il nous faudrait au moins 400 € d'augmentation cette année pour commencer à récupérer du pouvoir d'achat.

Travaillons tous et travaillons moins !

La direction évoque un arrêt de l'équipe de nuit du Ferrage au B5, et puis un arrêt de toute l'équipe de nuit en septembre. Exigeons que la direction remplace correctement tous les salariés (nouveau poste, nouvelle équipe ou formation). Hors de question que des collègues restent sur le carreau, il y a du travail pour tous à PSA Poissy, beaucoup de postes sont surchargés. Et pas question de faire du chômage tournant avec perte de salaire.

Plus forts ensemble ici, que seuls dehors

Avec du volontariat et des plans séniors, PSA veut supprimer 1 900 emplois dans le groupe. Dont 600 à Poissy avant fin juillet 2019. Elle croit qu'on va quitter l'usine facilement ? À l'extérieur c'est le chômage et encore plus de précarité, difficile de s'en sortir avec une préretraite faible à 75 %, de plus les indemnités de départ sont ridicules. Nous avons un CDI, mieux vaut rester dans l'usine, le conserver et se battre collectivement pour améliorer nos conditions de travail.

On n'est pas dupe

La direction se vante que maintenant elle payerait plus souvent les samedis et dimanches travaillés obligatoires. Elle se moque du monde, quand on vient travailler c'est quand même normal qu'on soit payé. Elle nous vole depuis des années avec son système de compteurs de modulation issu d'accords pourris signés par des syndicats béni-oui-oui. Et maintenant parce qu'elle suspend un peu son système, il faudrait applaudir ? La direction voudrait diminuer l'absentéisme et calmer les salariés en colère. Les élections professionnelles approchent et il lui faut convaincre de voter pour des syndicats obéissants.

Au B5, les ouvriers s'étaient mis en grève en septembre dernier pour se faire payer les samedis. C'est plutôt ça l'exemple à suivre.

Poissy sur glace

La semaine dernière, les routes de l'intérieur de l'usine ont été salées, mais aux parkings Picquenard et face au B3 c'était largement insuffisant, notamment sur les passages piétons où rien n'avait été fait. De vraies patinoires, c'était particulièrement dangereux.

La direction se serait plus impliquée s'il avait fallu protéger les machines.

La reine des neiges

Dans certains secteurs, les chefs nous disent de ne pas tenter de venir s'il y a du verglas. Questions de sécurité. Mais dans d'autres (Maintenance et Logistique par exemple), ils forcent les salariés à se déplacer quels que soient les risques et le climat. La direction croit peut-être que les maintenanciers et caristes viennent en traineaux ? Pour qui se prend-elle ?

DAEC : départ en retraite décent et place aux jeunes

La direction maintient les congés seniors à 3 ans et dit vouloir ne pas reconduire d'éventuels nouveaux plans seniors. Les ouvriers ont déjà 7 ans d'espérance de vie de moins que les cadres. On nous demande une productivité accrue qui nous fait mourir plus tôt.

La retraite à 55 ans, voire plus tôt, payée à 100 % ce serait normal. Et pour chaque départ d'un ancien, il faudrait l'embauche d'un jeune.

Le Pen et Macron contre les Gilets jaunes

Ce ne sont pas les petits remous parmi les députés macronistes qui empêcheront la loi « anti-casseurs » de Castaner, examinée cette semaine par l'Assemblée, d'être passée en urgence. Alors que des milliers de manifestants pacifiques ont déjà été arrêtés, poursuivis, emprisonnés, blessés, lors de ce mouvement, le gouvernement veut décupler les fouilles, les interdictions de manifester et le fichage bien au-delà des prétendus « casseurs ».

Marine Le Pen, qui se présente pourtant comme soutien fidèle à la mobilisation des Gilets jaunes, a immédiatement soutenu ce texte qui vise à intimider et réprimer toute opposition. Preuve que l'extrême droite est l'ennemie des luttes sociales et des libertés... et que Macron n'est pas un « barrage à l'extrême droite », puisque c'est main dans la main qu'ils veulent réprimer la contestation.

**L'argent, il est là...**

Selon le rapport de l'ONG Oxfam, les 26 milliardaires les plus riches de la planète possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Un an avant, il fallait additionner la fortune de 43 d'entre eux pour arriver à ce niveau.

Et on va nous expliquer que les riches payent trop d'impôts, qu'il faut nous serrer la ceinture ou réduire les services publics pendant qu'on supprime l'ISF et allège l'impôt sur les revenus du capital !